



17/05/18

# Qu'y a-t-il derrière le flou entretenu par la direction ?

Contrairement aux 2 années précédentes, la direction n'a pas fourni le nombre d'embauches prévues pour cette année : c'est anormal dans cette période de mutations de nos métiers ! Les départs risquent de s'accélérer sur le site de Lardy avec le retour du dispositif de Dispense d'Activité : il faudrait que les embauches augmentent par rapport aux années précédentes pour compenser les départs, notamment avec la charge de travail élevée ! Au contraire, si le rythme d'embauches de début d'année s'est maintenu, il semble que certaines des embauches initialement prévues pour le reste de l'année soient gelées. De même, la direction a annoncé des restrictions budgétaires sur les déplacements et les investissements.

Pourtant, de la charge de travail, il y en a beaucoup et pour plusieurs années. Mais comment la direction compte-t-elle la faire passer ? En augmentant encore la sous-traitance et l'externalisation, en dégradant encore l'organisation du travail ? Jusqu'où compte-t-elle aller ?

Pour la CGT-Lardy, il faut enfin tirer le bilan des expériences néfastes de ces dernières années : nous exigeons un plan d'urgence d'embauches et de moyens supplémentaires.

### Quand c'est flou, y'a un loup ?

En fin d'année dernière, les directeurs « Métier » de la Mécanique (Ph. Brunet) et des Essais Mécaniques (J. Visconti) avaient donné le nombre d'embauches qu'ils espéraient obtenir pour 2018. Ainsi, Ph. Brunet avait indiqué qu'il attendait 100 embauches pour la Mécanique en 2018, comme en 2017, dont 2/3 pour Lardy et J. Visconti annonçait plus de 15 embauches à la DEA-TM pour 2018. Le nombre total d'embauches à Lardy devait donc théoriquement dépasser les 80. Comme, en plus, ces déclarations avaient été faites avant l'annonce du plan de départs DA, on aurait dû s'attendre à un plan d'embauches dépassant les 92 embauches de 2017 pour Lardy. Et bien non ! Bien au contraire, la direction a refusé de donner le moindre chiffre prévisionnel pour les embauches 2018 pour le site. Le seul chiffre qui a été fourni est celui des embauches prévues dans l'ingénierie : 500 en 2018 (contre 700 en 2017). Et ces embauches seraient concentrées dans des domaines peu présents à Lardy : véhicule autonome, connecté, électrique,...

**Pour nous, l'absence de chiffre consolidé pour les embauches 2018, c'est le signe que les demandes émises par les directions « Métier » n'ont pas été satisfaites par la direction RH. Nous avons d'ailleurs des échos de secteurs où des embauches pourtant prévues sont freinées voire gelées.**

### Toujours plus pour les actionnaires, et sur le dos de qui ?

Si de telles décisions se confirmaient, ce serait inadmissible pour les salariés qui vont se retrouver à assurer une charge de travail grandissante alors que le dispositif Dispense d'Activité pourrait conduire au départ de 55 à 60 salariés à Lardy selon la direction (voire plus de 80 d'après nos estimations). Ce serait également incompréhensible face aux enjeux dont le site de Lardy est le centre : les nouvelles normes de dépollutions EU6d-temp et EU6d-full, la nécessité de baisser drastiquement les consommations des GMP avec la baisse des ventes Diesel, le développement en parallèle de différentes technologies pour les motorisations (thermiques, électriques et hybrides). C'est en cela que les échos qui nous parviennent de restrictions budgétaires sur les déplacements ou les investissements, sous prétexte de « hausse des ventes plus faible qu'auparavant » (!), relèvent d'une vision court-termiste dont les salariés risquent de payer, encore une fois, les conséquences.

Une fois de plus, pour les dirigeants de l'entreprise, seule la rentabilité immédiate compte. Pour octroyer toujours plus de dividendes aux actionnaires et prélever des montants exorbitants pour leurs propres salaires, ils sont prêts à désorganiser encore plus le travail, à précariser encore plus les salariés (intérim dans les usines et sous-traitance dans l'ingénierie), à dilapider les compétences et les métiers développés en interne.

C'est tout le contraire qu'il faudrait faire pour résoudre les problèmes rencontrés dans le développement de la Locobox, pour rattraper le retard sur les motorisations Essence et pour assurer le passage des normes de plus en plus sévères pour les moteurs Diesel (comme les Essence).

Face aux enjeux immédiats et à ceux des années à venir, c'est une toute autre vision qu'il faudrait imposer : la CGT-Lardy réclame un plan d'urgence d'embauches et de moyens supplémentaires. Ce sont au moins 300 embauches qu'il faudrait dès cette année, pour remplacer les départs, pour limiter le turn-over engendré par le recours massif à la sous-traitance (plus de 50% de prestataires sur le site !) et pour pouvoir travailler tous dans de meilleures conditions.

Pour échanger sur ces questions (mais aussi au sujet des primes de mission et des problèmes de sécurité sur les muets après des interventions à l'atelier), nous proposons aux salariés de la MAP de se réunir sur leurs 20 min de pause :

**RDV ce vendredi 18 mai à 10h devant les machines à café du L26**



Communiqué des Organisations Syndicales Régionales IDF

## Public/Privé : Tous Ensemble dans la grève et la manifestation le 22 mai !

Les politiques gouvernementales et politiques détruisent les conquises sociales de plusieurs décennies, entraînant une hausse de la précarité et de la pauvreté, des inégalités et une insécurité sociale qui s'accroît sans cesse, dans un pays où plus de 46.8 milliards de dividendes seront versés aux actionnaires en 2018.

Ces politiques impactent l'ensemble des salarié-e-s, que l'on soit du privé comme du public, jeunes, retraité-e-s ou privé-e-s d'emploi, en s'attaquant au code du travail, aux statuts et conventions collectives, aux emplois, aux salaires et niveau de vie, à la protection sociale, au droit à l'éducation, aux services publics, à la démocratie sociale ...

Malgré l'offensive généralisée du gouvernement et du patronat contre le monde du travail, depuis plusieurs semaines de nombreux salarié-e-s sont en lutte pour faire entendre leurs revendications et s'opposer à la destruction de leurs droits : cheminot-e-s, fonctionnaires, énergéticien-ne-s, salarié-e-s des Ephad, de Carrefour, d'Air France, d'ADP, de Mc Donald, ... La lutte emblématique des cheminot-e-s se poursuit avec détermination, contre le pacte ferroviaire entraînant la privatisation de la SNCF, la perte du statut des cheminots et détruisant le service public ferroviaire. La journée du 14 mai a clairement exprimé le refus des cheminots d'accepter le pacte ferroviaire avec des taux de grévistes très importants, apportant un démenti cinglant à ceux qui prétendaient enterrer la mobilisation. Comme le confirme la participation massive des cheminots à la consultation en cours.

La direction d'Air France avait lancé un référendum pour contrer la mobilisation sur les salariés : pari perdu puisque plus de 55 % des salariés ont désapprouvé le projet patronal entraînant la démission du PDG actuel et légitimant l'action des organisations syndicales engagées auprès des salarié-e-s pour des hausses de salaires à la hauteur des bénéfices engrangés par l'entreprise. Une même mésaventure pourrait bien arriver à la direction de la SNCF, les cheminots refusant dans l'unité les projets de la direction et du gouvernement.

Après le 22 mars dernier, et face au mépris et à la surdité gouvernementale, les organisations syndicales de fonctionnaires appellent à une nouvelle journée de grève et manifestation le 22 mai prochain pour s'opposer aux 120 000 suppressions d'emplois, au recours accru aux contrats précaires, au gel de l'indice, au plan de départ volontaire, au retour du jour de carence et revendiquer le maintien du code des pensions civiles et militaires et des moyens supplémentaires pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Ces organisations demandent l'ouverture de négociations pour leur permettre de porter les revendications des fonctionnaires. Les Unions Régionales d'Île-de-France CGT-FO-FSU-Solidaires-l'UNEF, soutiennent toutes les actions en court et appellent tout-e-s les salarié-e-s qu'ils soient du privé comme du public, les retraité-es, les privé-e-s d'emploi, les étudiant-e-s et lycéen-ne-s à rejoindre et à participer en masse le 22 mai prochain avec les fonctionnaires à la grève et la manifestation pour contrer les politiques actuelles en préparant la mobilisation interprofessionnelle, dans l'unité d'action, que construisent toutes les luttes en cours.

**Tous ensemble le mardi 22 mai - 14h - Place de la République.** Pour l'emploi, l'augmentation des salaires et minima sociaux, pour la protection sociale, pour la défense et le développement des services publics, pour le droit à la formation pour tous les jeunes sans sélection à l'entrée de l'université.

**La CGT-Lardy appelle les salariés à faire grève mardi 22 mai (appel couvrant la journée) pour s'opposer aux attaques contre les salariés et pour défendre les services publics.**

**Manifestation à Paris – 14h République**

Départ collectif depuis Lardy (5 €) – inscription dès ce midi à la cantine ou par mail à [cgt.lardy@renault.com](mailto:cgt.lardy@renault.com)

